

mardi 20 février 2018
Communiqué de l'AFPS

Arrêtons les fauteurs de haine

[Un article publié par « Israel Valley »](#), site officiel de la Chambre de commerce France Israël, rapporte des propos d'une extrême gravité tenus par Me Pascal Markowitz, membre du comité directeur du CRIF, lors d'une réunion à Tel Aviv.

On y lit notamment qu'il a déclaré : « C'est une guerre stratégique qu'il faut conduire. Lorsqu'une roquette est tirée sur Israël, l'armée réagit instinctivement. Il faut que le gouvernement israélien réagisse de la même manière contre le BDS ». Vous avez bien lu : **un citoyen français, dirigeant d'une organisation communautaire française juive dite « représentative », appelle un État tiers à faire la guerre contre ses propres compatriotes !** Car dans le vocabulaire israélien, « le BDS » vise toutes les organisations qui contestent la politique israélienne envers les Palestiniens, dont la nôtre, [explicitement visée par une « liste noire » publiée le 7 janvier dernier](#) par le gouvernement israélien.

La dérive du CRIF vers le soutien inconditionnel à la politique de l'État d'Israël, qui viole constamment le droit international et les droits de l'Homme, date d'une vingtaine d'années ; elle s'accompagne d'attaques contre celles et ceux qui contestent cette politique. Elle n'aurait jamais pris une telle ampleur sans la complaisance de générations d'hommes et femmes politiques français qui ont cru bon de se précipiter au dîner du CRIF pour y faire de la surenchère dans l'encouragement de ces dérives.

Dans un colloque organisé par l'AFPS le 12 février dernier au Palais du Luxembourg **[« Israël-Palestine : a-t-on le droit de contester la politique israélienne »](#)**, les intervenants avaient déjà mis en évidence le grave danger de la situation actuelle : on est passé de l'intimidation à une guerre ouverte orchestrée par le gouvernement israélien, dont l'action vise à miner les bases de la liberté d'expression pour assurer l'impunité de l'État d'Israël. Une initiative, intitulée **[« 6 principes pour une expression libre et démocratique sur la question israélo-palestinienne »](#)** a été lancée à cette occasion.

Bertrand Heilbronn, président de l'Association France Palestine Solidarité, a déclaré : « Il est grand temps que les dirigeants français, au premier rang desquels le Président de la République et le Gouvernement, prennent la mesure du danger que constitue, pour la cohésion de notre pays, les prises de position de ce type. Ils doivent

clairement et publiquement faire comprendre au CRIF que ces ingérences doivent cesser. Nous espérons qu'ils sauront très prochainement en saisir l'occasion. »

Le Bureau national de l'AFPS

20 février 2018

Note : Rappelons que la campagne BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions) est une campagne pacifique qui appelle à la responsabilité des citoyens, des entreprises et des États pour contraindre l'État d'Israël à respecter le droit international.

L'AFPS y prend part en veillant à ce que les objectifs de la campagne, - l'exigence du respect par Israël du droit international et des droits humains -, soient toujours explicites et bien compris.